

Déclaration introductive du Conseil des gouverneurs de la BCE : l'analyse économique

À l'issue de la déclaration introductive du 10 mars et des décisions de politique monétaires, Mario Draghi a détaillé l'analyse économique du Conseil des gouverneurs. Le président de la BCE a indiqué que les « données d'enquête les plus récentes font état d'une dynamique de la croissance plus faible que prévu au début de cette année. Dans les mois à venir, nous nous attendons à ce que la reprise économique se prolonge à un rythme modéré. La demande intérieure devrait être encore confortée par nos mesures de politique monétaire et leur incidence favorable sur les conditions de financement ainsi que par la poursuite des créations d'emplois à la faveur des réformes structurelles antérieures. [...] Ces perspectives ressortent globalement des projections macroéconomiques de mars 2016 établies par les services de la BCE pour la zone euro, qui tablent sur une hausse du PIB annuel en volume de 1,4 % en 2016, de 1,7 % en 2017 et de 1,8 % en 2018 ». En ce qui concerne l'inflation, pour Eurostat « la hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à -0,2 % en février 2016, après 0,3 % en janvier. L'ensemble des principales composantes de l'IPCH ont contribué à ce repli. Sur la base des cours actuels des contrats à terme sur l'énergie, l'inflation devrait demeurer négative dans les prochains mois et se redresser plus tard cette année. [...] Le Conseil des gouverneurs suivra attentivement les processus de fixation des prix et les évolutions salariales dans la zone euro et veillera particulièrement à ce que l'environnement actuel de faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires. [...] En résumé, un recouplement des résultats de l'analyse économique avec les signaux provenant de l'analyse monétaire confirme la nécessité de renforcer les mesures de relance monétaire afin de garantir le retour, sans tarder, des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

La déclaration Introductive complète : <https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160310.fr.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

BCE : Conseil des gouverneurs du 10 mars 2016

Lors de sa réunion du 10 mars 2016, le Conseil des gouverneurs a pris plusieurs mesures « [...] Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base, à 0,00 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base, à 0,25 %. Le taux de la facilité de dépôt a été abaissé de 10 points de base, à -0,40 %. Deuxièmement, nous avons décidé de porter les achats mensuels effectués dans le cadre de notre programme d'achats d'actifs de 60 milliards d'euros à l'heure actuelle à 80 milliards d'euros. [...] Nous avons également décidé de relever de 33 % à 50 % les limites des parts assignées aux émetteurs et aux émissions pour les achats de titres émis par des organisations internationales et des banques multilatérales de développement éligibles. Troisièmement, nous avons décidé d'inclure des obligations bien notées (investment grade) libellées en euros émises par des sociétés non bancaires établies dans la zone euro à la liste des actifs éligibles aux achats réguliers dans le cadre d'un nouveau programme d'achats de titres du secteur des entreprises. [...] Quatrièmement, nous avons décidé de lancer une nouvelle série de quatre opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), à compter de juin 2016, toutes d'une durée de quatre ans. Ces nouvelles opérations accentueront l'orientation accommodante de la politique monétaire et renforceront la transmission de la politique monétaire en stimulant davantage les prêts bancaires à l'économie réelle. Les contreparties pourront emprunter jusqu'à 30 % du stock de prêts éligibles au 31 janvier 2016. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre des TLTRO II correspondra, pour la durée de chaque opération, au taux des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème en cours au moment de la réalisation de l'opération. [...] En dernier lieu, le Conseil des gouverneurs [...] prévoit que les taux d'intérêt directs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. »

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 11,3 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 9,0 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 9,8 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en janvier 2016, 21,789 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,647 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 163 000 dans l'UE28 et de 105 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2015, le chômage a baissé de 2,034 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,445 million dans la zone euro.

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2016-285 du 9 mars 2016 relatif à la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032182760&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032004539&categorieLien=id>

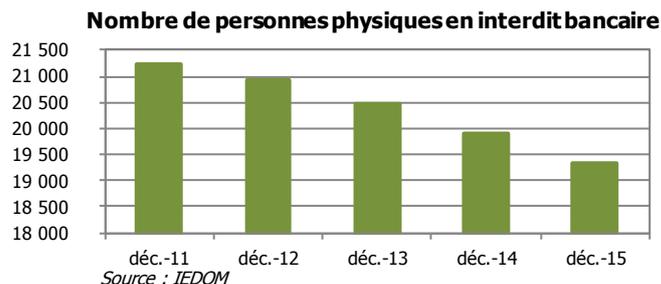
Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032004939&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Vulnérabilité des agents économiques à fin 2015

À fin décembre 2015, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à 19 350 en Guadeloupe et dans les Îles du nord. Il enregistre aussi une baisse de 2,7 % en glissement annuel. Entre décembre 2011 et décembre 2015, il affiche un taux de croissance annuel moyen de -2,3 %. Le nombre de retraits de cartes bancaires suit la même tendance. Il s'élève à 5 915 en cumul à fin décembre 2015, soit une baisse de 6,6 % par rapport à 2014.

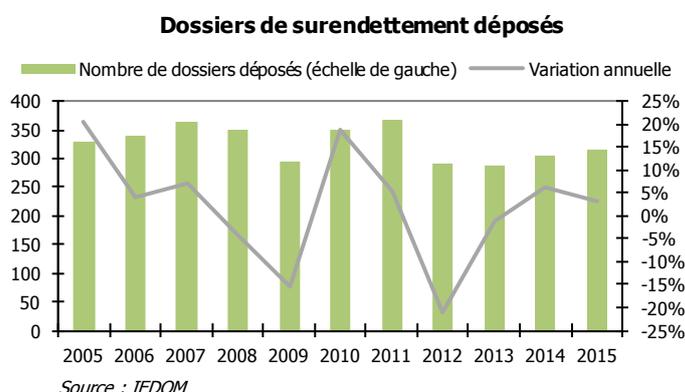


En parallèle, 3 008 personnes morales apparaissent en interdit bancaire en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, à fin décembre 2015. Ce nombre enregistre une baisse de 1,8 % par rapport à fin décembre 2014. Sur l'année 2015, 1 062 incidents de paiement ont été répertoriés pour un montant déclaré de plus de 8,4 millions d'euros. Par rapport à l'année précédente, le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce diminue de 9,1 % et les montants déclarés affichent une baisse significative de 40,3 %.

La hausse des dépôts de dossiers de surendettement se poursuit en 2015

En 2015, la tendance haussière des dépôts de dossiers se poursuit, 315 dossiers ont été déposés auprès de l'IEDOM Guadeloupe soit une hausse de 3,3 % sur un an après +6,3 % en 2014 (croissance partiellement due à la simplification de la procédure). En dépit de la diminution démographique, le nombre de dossiers déposés par habitant reste stable en 2015 (0,8 dossier pour 1 000 habitant), signe d'un recours encore contenu au dispositif.

Sur le nombre de dossiers déposés, 20,2 % font l'objet de redépôts. Le taux de recevabilité s'élève à 92,1 % en 2015 contre 92,7 % en 2014.



L'emploi salarié marchand guadeloupéen ralentit au 2^e trimestre 2015

Selon l'Insee, l'emploi salarié marchand guadeloupéen est en léger recul au second trimestre 2015. L'élan positif observé en fin d'exercice 2014 puis au premier trimestre 2015 ne s'est pas confirmé. Le seul domaine à enregistrer une hausse est celui de la construction qui progresse de 0,9 % par rapport au premier trimestre. Cette progression confirme le regain du début d'exercice 2015, mais n'efface pas les difficultés du secteur. L'industrie fléchit au deuxième trimestre (-0,5 %). La plus forte contribution à la baisse est celle du secteur tertiaire marchand : en repli de 0,8 %, il est pénalisé par le recul du secteur de l'hébergement et de la restauration (-3,5 %) et celui du transport et de l'entreposage (-2,0 %). À l'inverse, l'emploi salarié marchand du commerce résiste, jusqu'à progresser de 0,8 % par rapport au premier trimestre.

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe a publié la note « Premières Tendances » relative au 4^e trimestre 2015. Cette note est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Trafic régional : nouvelle stratégie tarifaire des compagnies

Les compagnies Air Caraïbes et Air Antilles Express ont dévoilé mi-mars leur nouvelle politique tarifaire pour dynamiser le trafic régional. Elles proposent des tarifs plus bas et plus agressifs afin de faire voyager de nouveaux clients et fidéliser les anciens en créant de nouvelles occasions de voyage pour tous les budgets. Ce nouveau positionnement s'inscrit dans les tendances mondiales du transport régional en s'inspirant du modèle *low cost* : un prix attractif pour un service réduit, non modifiable et non remboursable, accompagné de services supplémentaires payants.

Démarrage de la campagne sucrière

Comme annoncé par l'interprofession Iguacanne, la campagne sucrière a démarré le 9 mars 2016. Elle devrait durer 60 jours à Marie-Galante et 100 jours en Guadeloupe « continentale ». Les négociations annuelles obligatoires (NAO) se sont toutefois achevées par un protocole de désaccord. Si un accord a été trouvé sur plusieurs points, d'autres demandes n'ont pas été satisfaites notamment le paiement des trois jours de carence en congés maladie et l'augmentation de la part patronale dans la prise en charge de la mutuelle de 50 à 70 %.

Compte tenu de la sécheresse qui a sévi ces derniers mois, les planteurs s'attendent à un tonnage en diminution de 24 % par rapport à 2015 (493 800 tonnes prévues en 2016, contre 656 566 tonnes réalisées en 2015).

Le port accueil de nouveaux portes conteneurs de capacité supérieure

Suite aux dragages effectués dans le chenal en 2015, le port est désormais en mesure d'accueillir des navires de capacité supérieure. Début février 2016, un mois après l'achèvement des travaux, Guadeloupe Port Caraïbes a accueilli le premier navire de rotation d'une capacité de 2 800 conteneurs équivalent vingt pieds (EVP), remplaçant les anciens bateaux de 2 200 EVP sur la ligne hebdomadaire entre la Guadeloupe et l'Europe du Nord.

Le Port « nouvelle génération » de Guadeloupe permet ainsi la mise en œuvre de plusieurs projets de développement, notamment l'accroissement de la taille des navires mais également l'élargissement du réseau. Ainsi, des connexions directes et hebdomadaires sont opérées avec des grandes plateformes d'échanges d'Europe et de nouvelles connexions sont établies avec les États-Unis.

Depuis mi-mars, le Conseil de surveillance du Grand port est présidé par Philippe Kalil succédant à Jocelyn Mirre.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Marché de l'emploi dans les Îles du Nord à fin décembre 2015

À Saint-Barthélemy

À fin décembre 2015, la collectivité de Saint-Barthélemy enregistre 332 demandes d'emploi en fin de mois pour la catégorie A (DEFM cat A), soit une baisse de 4,6 % par rapport à décembre 2014. Bien qu'affichant un effectif en diminution de 12,4 % sur un an (26 en moins), les femmes restent les plus concernées avec 55,1 % des DEFM cat A. À l'inverse, le nombre d'hommes concernés augmente de 7,2 % en glissement annuel. Les stocks de demandeurs âgés de moins de 25 ans et de plus de 50 ans sont en baisse par rapport à décembre 2014 (respectivement -22,6 % et -4,7 %).

À Saint-Martin

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A à fin décembre 2015 s'établit à 4 238 pour la collectivité de Saint-Martin. Il affiche une évolution quasi stable par rapport à l'année précédente (+0,2 %). Le nombre de femmes concernées représente près de 60 % de l'ensemble des demandeurs et augmente de 1,9 % sur un an. Le nombre de demandeurs DEFM cat A âgés de moins de 25 ans diminue de 3,0 % alors que le nombre de seniors (+50 ans) augmente de 8,8 % en glissement annuel.

Sources : Dares, Pôle emploi, traitement Dieccte/Service ESE

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Janvier	2016	99,3 99,1	-0,6 % -1,0 %	0,1 % 0,2 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dieccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Janvier	2016	56 400	-1,3 %	-1,5 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Janvier	2016	12,3	-	-31,6 %
	Importations (en cumul - millions d'euros)				161,4	-	-10,1 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Janvier	2016	359	-16,1 %	-4,8 %
			Cumul annuel		359	-	-4,8 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire		Février	2016	18 658	0,0 %	-3,9 %
	Retraits de cartes bancaires (Flux)				461	-8,3 %	13,5 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Février	2016	209 737	-0,4 %	6,8 %
			Cumul annuel		420 226	-	8,5 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Janvier	2016	243 422	-2,6 %	-9,7 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				107 191	24,6 %	3,8 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Février	2016	1 117	-14,9 %	13,6 %
			Cumul annuel		2 429	-	3,6 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Février	2016	15 714	7,0 %	3,8 %
			Cumul annuel		30 404	-	0,4 %

